

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1877-1878.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS D'AVRIL.

FEUILLETON AU 10 MAI 1878.

I. — PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 9091. | Par pétition datée de Binche, le 2 février 1878,
Le sieur de Kerf prie la Chambre de lui faire obtenir le remboursement d'une somme retenue sur ses appointements, lorsqu'il était commissaire de la ville de Binche.
DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i> |
| 2. | 9119. | Par pétition datée de Bruxelles, le 12 février 1878,
La veuve du sieur Lassois, employé au chemin de fer de l'État, décédé à la suite d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension supplémentaire ou un secours.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i> |
| 3. | 9120. | Par pétition datée d'Houdeng-Goegnies, le 14 février 1878,
Des instituteurs communaux demandent que l'enseignement primaire dans les communes de 5 à 10,000 âmes reçoive un développement tel qu'il ne soit pas nécessaire d'y organiser des écoles moyennes, et prient subsidiairement la Chambre de sauvegarder les intérêts des institu- |

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du registre des
pétitions.

teurs primaires si la création de nouveaux établissements d'instruction moyenne était décrétée.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

4. 9127.

Par pétition datée de Thieit,

Le sieur Neirinck, soldat réformé, demande une pension ou du moins une place de facteur de la poste ou bien d'employé au chemin de fer.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

5. 9128.

Par pétition sans date,

Le conseil communal de Queue-du-Bois prie la Chambre de concéder à bref délai un chemin de fer reliant cette commune aux lignes Plateau de Herve et Liège-Maestricht.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

6. 9131.

Par pétition datée de Liège, le 18 février 1878,

Les président et secrétaire du comité des charbonniers et industriels du pays de Herve prient la Chambre de décréter la concession d'un chemin de fer Visé-Feneurs-Saive-Queue du Bois-Retinne-Micheroux.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

7. 9136.

Par pétition datée de Petit-Thier, le 4 février 1878,

La veuve Gabriel demande si son fils Pierre-Joseph a pu être incorporé dans l'armée comme réfractaire de la classe de 1873, alors que s'étant présenté antérieurement à l'effet de se faire inscrire pour la milice, l'administration communale lui avait déclaré qu'il était exempt du service en Belgique, attendu qu'il appartenait à une nation étrangère; elle prie la Chambre, si elle décide que l'incorporation a été faite légalement, de faire assimiler son fils aux miliciens de sa classe.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

8. 9148.

Par pétition datée de Bruxelles, le 25 février 1878,

Les président et secrétaires de comités réunis à Bruxelles adressent 150 exemplaires d'une pétition de conseillers provinciaux, bourgmestres, échevins, industriels, négociants et habitants du Limbourg, des cantons d'Aubel, de Daelhem et de Herve priant la Chambre d'autoriser la

Numéros
du
feuillet.

Numéros
du registre des
pétitions.

concession d'un réseau de chemin de fer reliant Tongres à Aubel, Eben à Eelen, Micheroux à Visé, Herstal à Visé, Herve à Bleyberg.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

9. 9149.

Par pétition datée de Bellaire, le 20 février 1878.

Le conseil communal de Bellaire prie la Chambre de concéder, dans la présente session, un chemin de fer reliant la commune de Bellaire aux Plateaux de Herve et à la ligne de Liège-Visé-Maestricht.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

10. 9151.

Par pétition datée de février 1878,

9154.

Le sieur Petit appelle l'attention de la Chambre sur la nécessité de construire une voie navigable à grande section, reliant la vallée de la Meuse au port d'Anvers par Hasselt, et demande que ce travail soit compris dans un projet concernant les ouvrages hydrauliques nécessaires dans les différentes parties du pays.

9164.

Même demande des sieurs Gillet et C^{ie}, Ranquinet et C^{ie}, Waleffe ; des administrations communales de Fexhe-Slins, Slins, Leer, Bocholt, Bilsen, Roelengesur-Geer ; d'habitants de cette dernière commune ; du bourgmestre d'Alken, et du directeur de la Société anonyme de Visé.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

11. 9152.

Par pétition sans date,

Des ouvriers à Gand proposent des mesures pour régler le travail des enfants dans les fabriques.

DÉCISION : Ordre du jour.

12. 9187.

Par pétition sans date,

Les membres du conseil communal de Zonhoven appellent l'attention de la Chambre sur la nécessité de pourvoir à la construction d'une voie navigable à grande section reliant la vallée de la Meuse au port d'Anvers par Hasselt.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 13. | 9247. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 30 mars 1878,</p> <p>Le sieur Dever propose des mesures pour assurer la qualité de Belge aux enfants d'un père naturalisé Belge, qui n'ont point opté pour un pays étranger.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 14. | 9248. | <p>Par pétition sans date,</p> <p>La dame Maréchal réclame l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement refuse son approbation à la donation faite par son mari à la fabrique de l'église de Mont.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 15. | 9249. | <p>Par pétition datée de Liège, le 28 mars 1878,</p> <p>Les président et secrétaire de la Bourse industrielle, à Liège, prient la Chambre de donner à l'article 443 de la loi sur les faillites une interprétation qui rende effective la publicité des listes de protêts.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à MM les Ministres de la Justice et des Finances.</i></p> |
| 16. | 9256. | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 24 mars 1878,</p> <p>D'anciens instituteurs communaux et directeurs d'école moyenne demandent que l'arrêté royal du 25 octobre 1876 et les circulaires ministérielles des 4 novembre et 8 décembre suivants, relatives à la mise à la pension des instituteurs, soient modifiées, et que leurs pensions acquises au 1^{er} janvier 1877 soient liquidées et calculées au prorata des années de services et d'affiliation aux caisses dissoutes, et subsidiairement qu'ils soient autorisés à continuer leurs versements, à l'ancien taux, jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans, dans les caisses communales, provinciales et de l'État.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i></p> |
| 17. | 9264. | <p>Par pétition datée de Châtelet, le 9 avril 1878,</p> <p>Les sieurs Édouard-Jean-Baptiste Depagne et Adrien-Émile Depagne, domiciliés à Châtelet, nés dans cette ville d'un père qui n'a cessé d'habiter la Belgique depuis l'année 1848, ayant satisfait à la loi sur la milice, fait partie de la garde civique et participé aux élections, prient la Chambre de décider que la qualité de Belge, qui leur</p> |

Numeros du feuilleton.	Numeros du registre des pétitions.
------------------------------	--

est déniée par l'administration communale, leur est acquise.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

18. 9265.

Par pétition datée de Genappe, le 10 avril 1878,

Le sieur Glibert prie la Chambre d'améliorer la position des facteurs ruraux dont la besogne et la responsabilité sont augmentées depuis qu'ils sont chargés des encaissements.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

19. 9266.

Par pétition datée d'Arendonek, le 11 avril 1878,

Des habitants d'Arendonek réclament l'intervention de la Chambre pour que l'administration communale retire ou modifie son ordonnance relative à l'abandon des biens communaux dont ils ont conservé la jouissance.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

20. 9267.

Par pétition datée de Munsterbilsen, le 11 avril 1878,

Les membres du conseil communal de Munsterbilsen appellent l'attention de la Chambre sur la nécessité de pourvoir à la construction d'une voie navigable à grande section, reliant la vallée de la Meuse au port d'Anvers par Hasselt.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

II. — PETITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION N'A NI STATUÉ, NI FAIT RAPPORT.

21. 9111.

Par pétition datée d'Anvers, le 8 février 1878,

Le conseil d'administration de la Société anonyme anversoise pour la construction et l'amélioration de maisons d'ouvriers, appelle itérativement l'attention de la Chambre sur l'application de la loi relative à la contribution personnelle, au point de vue des classes ouvrières et demande qu'en attendant la révision de cette loi, le taux d'exemption fixé par plusieurs de ses articles soit élevé de manière que l'exemption s'applique de nouveau à toutes les habitations qui en bénéficiaient en 1822.

(*Un rapport a été demandé par M. Jacobs.*)

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 22. | 9153. | Par pétition datée de Duffel, le 23 février 1878,
Le sieur Van der Mosten demande une enquête judiciaire sur des faits de violation de domicile, de soustraction frauduleuse, d'arrestations arbitraires et de détention illégale dont il a été la victime. |
| 23. | 9155. | Par pétition datée de Seraing, le 26 février 1878,
Le sieur Latour demande qu'il soit pris une disposition autorisant les combats de coqs ou interdisant les tirs aux pigeons. |
| 24. | 9159. | Par pétition sans date,
Des habitants de Stoumont réclament l'intervention de la Chambre pour qu'il soit fait une enquête sur l'inexécution, dans cette commune, de l'article 25 du Code électoral et demandent une nouvelle publication des listes électorales. |
| 25. | 9160. | Par pétition datée de Chénée, le 23 février 1878,
Le sieur Féroumont, ancien ouvrier de l'administration du chemin de fer à Chénée, réclame de nouveau l'intervention de la Chambre pour qu'il soit ordonné une enquête sur les faits qui l'ont obligé à renoncer à sa position. |
| 26. | 9210. | Par pétition datée d'Ath, le 11 mars 1878,
La Société concessionnaire du canal de Blaton à Ath et de la Dendre canalisée, prie la Chambre d'abroger la loi des 5-15 floréal an XI qui régit l'imposition des canaux, et d'ordonner la restitution par l'État des contributions foncières exigées d'elle contrairement à l'article 19 de son cahier des charges.
<i>(Un prompt rapport a été demandé par M. Bricoult.)</i> |
| 27. | 9244. | Par pétition sans date,
Le sieur Corbesier demande une loi accordant l'éméritat aux fonctionnaires de l'ordre administratif et aux officiers de l'armée, ou du moins à ceux qui en se retirant conserveraient le grade de leurs fonctions, à titre honoraire. |
| 28. | 9245. | Par pétition datée d'Orgeo, le 28 mars 1878,
L'administration communale d'Orgeo réclame l'intervention de la Chambre pour que les chemins traversés sur le territoire de cette commune par le tracé du chemin de fer en construction d'Athus à la Meuse soient conservés et sans passages à niveau. |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
29.	9270.

Par pétition datée d'Anvers, le 25 avril 1878,

Le président de l'Union des ingénieurs sortis des écoles spéciales de Louvain transmet une pétition par laquelle les membres de cette association demandent un examen public de la situation industrielle et commerciale du pays et proposent des mesures pour étendre les débouchés de l'industrie belge.

30.	9273.
-----	-------

Par pétition datée de Genappe, le 17 avril 1878,

Le sieur Botte, facteur des postes à Genappe, demande une augmentation de traitement.

